

## DAC de Guadeloupe y travailler est invivable



Le 8 février 2021

Au moment où le secrétariat général commun se met en place et où 4 collègues : ( logistique, comptabilité, informatique et 1 agent déjà sur site du CSPI) rejoignent la préfecture, la direction accentue son autoritarisme sur les personnels.

« Des agents souhaitent quitter la DAC Guadeloupe non pas à cause d'un choix pour leur carrière mais pour une dégradation bien perceptible de la situation dans la DAC (Direction des Affaires Culturelles)

Il existe aujourd'hui un malaise qui de jour en jour brise la communication entre agents, et entre agents et direction. Le lien social au travail n'existe plus. Chacun préférant se réfugier dans son bureau. Certains voient qu'ils sont discriminés. La situation est devenue lourde et insoutenable. »

Ce type de témoignage abonde à la DAC de Guadeloupe où le trio de tête fait régner la terreur sur le personnel et leurs représentants.

## Aucune attention envers les personnels et tracasseries en tout genre.

## Les dernières en date :

- la circulaire de la fonction publique sur le télétravail n'est pas appliquée et il faut que les agents se justifient lourdement pour être partiellement en télétravail et se protèger aussi de la pandémie de covid 19,
- -le directeur et son adjoint ont imposé une pratique de "coaching organisationnel" sans concertation et sans consultation des instances représentatives du personnel, pratique psychologisante qui fait reposer la responsabilité des "désordres organisationnels" sur les agents alors que la situation se dégrade depuis l'arrivée du directeur actuel,
- -régulièrement 25 à 30 % du personnel est en arrêt de travail, ce qui fait beaucoup, beaucoup trop, et les signalements de souffrance au travail se multiplient,
- le directeur et son adjoint sont coutumiers de pressions sur les représentants du personnel et les instances de dialogue sociale sont conçus comme des chambres d'enregistrement purement formelles,
- au quotidien, des pressions s'exercent sur les agents dont les dossiers sont dits « sensibles » et ce, quels que soient leurs postes,

- au sein de l'établissement, des propos et des attitudes se tiennent allant à l'encontre des principes liés au label Égalité et diversité. (identité de genre, apparence physique, capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, activités syndicales, égalité de traitement...).

Après de nombreuses alertes auprès de la direction du ministère par mail, en discussions informelles ou dans les instances, la situation ne cesse de se dégrader et nous pousse à porter cette situation inadmissible sur la place publique.

Pour que l'administration mette fin à ce mode de direction pathogène, y compris par le biais d'inspections.

Pour que les agents retrouvent la sérénité dans leur travail.

Pour que les agents retrouvent la dignité dans leur travail.

Que vive le ministère de la culture en Guadeloupe